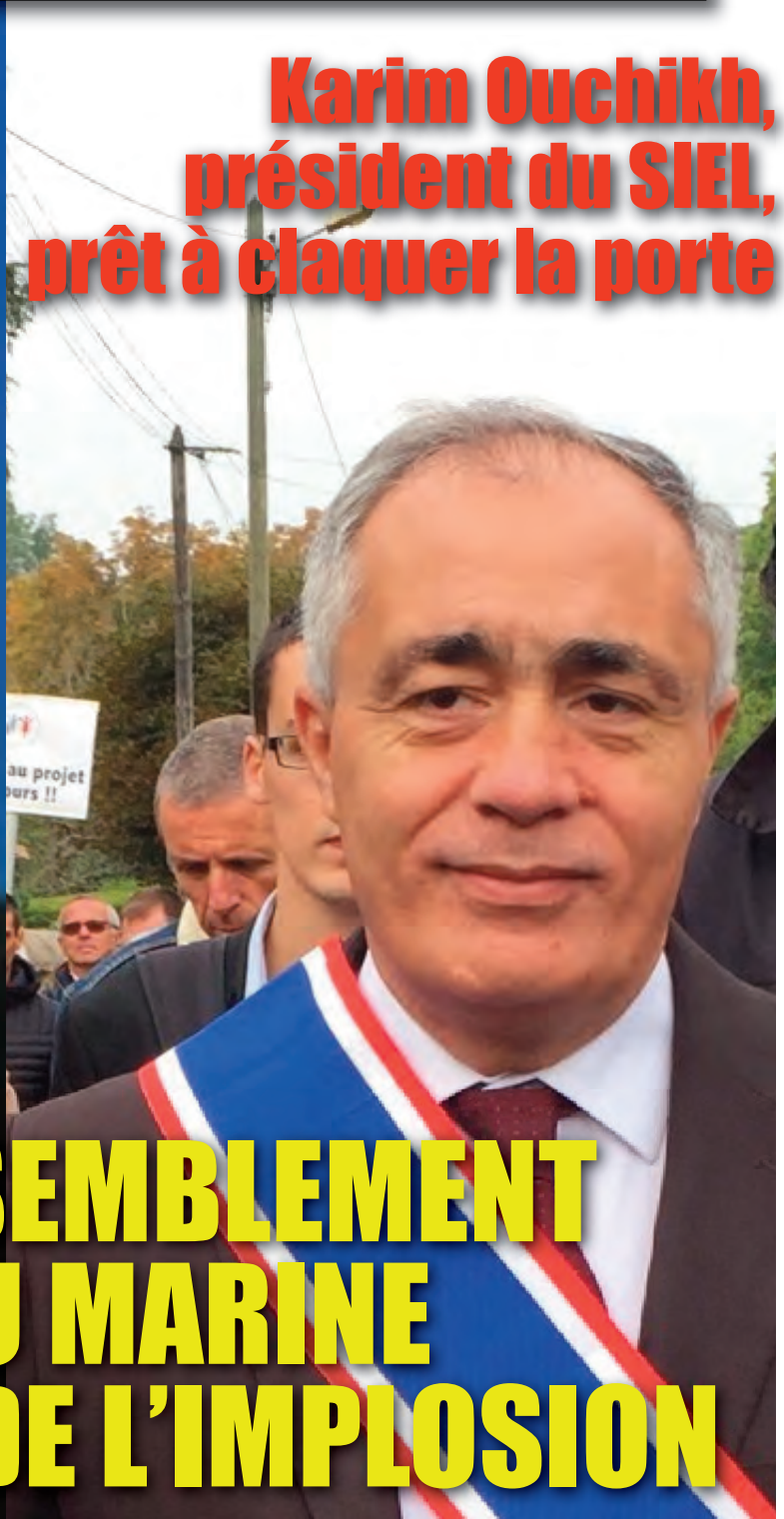




**Karim Ouchikh,
président du SIEL,
prêt à claquer la porte**



LE RASSEMBLEMENT BLEU MARINE AU BORD DE L'IMPLOSION

**France 3 en flagrant délit
de désinformation contre votre journal**

Ce que fut vraiment le « Minute » de Buisson

Entretien avec Karim Ouchikh, président du SIEL

« Ma capacité à avaler des couleuvres a atteint ses limites »

Le SIEL (Souveraineté, Identité et Libertés) est sur le départ : sauf retournement de dernière minute, le comité directeur de ce parti décidera, samedi prochain, de quitter le Rassemblement Bleu Marine (RBM), tout en continuant à soutenir la candidature de Marine Le Pen à l'Élysée. Karim Ouchikh, président du SIEL, explique en exclusivité pour « Minute » les raisons profondes de ce divorce annoncé depuis de longs mois.



« Minute » : Le 10 octobre dernier a eu lieu au siège du Front national, à Nanterre, une réunion de conciliation entre les directions du FN et du Rassemblement Bleu Marine d'un côté, celle du SIEL de l'autre. Quels étaient les griefs réciproques ?

Karim Ouchikh : Cette réunion au sommet a été organisée à ma demande : depuis près de deux ans, les motifs de désaccords se sont accumulés entre le SIEL et la direction nationale du FN, mécontentes que j'ai pris le soin de ne jamais médiatiser, recherchant en effet

toujours à les aplanir plutôt qu'à les attiser. Deux heures et demi durant, le SIEL a évoqué ces désaccords, qui sont de trois ordres.

Désaccord idéologique : sur bien des sujets d'actualité (identité culturelle, dignité humaine, questions bioéthiques, LMPT, racines chrétiennes de la France, laïcité positive...), le clivage idéologique qui oppose les « humanistes-conservateurs » (courant qui se confond, grosso modo, avec la droite conservatrice, sans toutefois s'y réduire totalement) aux libéraux-libertaires (que l'on retrouve aussi bien dans la fausse gauche que dans la droite molle) demeure à mes yeux toujours pertinent dans le débat politique. Or la direction

nationale du FN se crispe depuis trois ans sur un rapport indigent à la politique qui se réduirait au seul clivage mondialistes/patriotes : en offrant un projet politique aseptisé qui évacuerait les questions identitaires et les préoccupations sociétales de nos compatriotes, elle espère renouer avec la dynamique électorale du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen.

Le SIEL n'a jamais cultivé une telle illusion politique. Nonobstant l'importance des questions européennes, je considère que les valeurs et les combats de droite ne se sont pas volatilisés en France : pour faire vite, le traditionnel clivage droite/gauche continue

donc à prospérer en se superposant désormais, selon les sujets, au clivage plus récent mondialistes/patriotes.

De surcroît, il ne faut surtout pas se tromper de calendrier politique : les contingences politiques liées au référendum de 2005 ne sont en rien comparables avec celles qui domineront les scrutins à venir de 2017.

Une « stratégie d'enfermement électoral forgée à Nanterre »

Désaccord électoral : alors que je plaide depuis des mois pour une véritable alliance entre le FN et le « bloc villois » (en bref, une droite souverainiste, conservatrice et éprise de libertés, fréquemment désignée sous le vocable de « droite hors les murs »), qui serait de nature à élargir à droite la base électorale de Marine Le Pen en lui offrant une réserve de voix entre les deux tours de la présidentielle pour l'emporter dès 2017, je me heurte à un refus explicite de la direction nationale du FN qui s'obstine à vouloir dépasser, sur tous sujets, le clivage droite/gauche (le fameux ni droite/ni gauche).

De cette stratégie d'enfermement électoral forgée à Nanterre, le SIEL en subit certaines conséquences pratiques : refus de légitimer politiquement son existence au sein du RBM, relégation médiatique systématique, refus d'organiser des relations régulées SIEL/FN dans les départements, rejet des initiatives du SIEL visant à structurer, avec Robert Ménard, la « droite hors les murs » née en mai dernier à Béziers...

Avec son refus originel d'avoir à ses côtés un véritable partenaire de droite, la direction nationale du FN confirme sa volonté de n'avoir que des ralliés et non des alliés. Or le SIEL entend être un parti de droite populaire, respecté pour ce qu'il est, et non une officine servile chargée de rabattre pour le FN les

notables de droite !

Désaccord politique : depuis toujours, je réclame l'institution d'un espace de dialogue et de réflexion permettant au FN et au SIEL d'harmoniser leurs lignes politiques respectives, de créer des synergies de terrain et d'évacuer les sujets qui fâchent. Ce devait être le rôle du Rassemblement Bleu Marine, « *holding politique* » créée en 2012 pour abriter ses deux seules composantes partisanses, le SIEL et le FN (outre les appendices idéologiques du FN que sont les collectifs) : son conseil d'administration ne s'est jamais réuni et le RBM n'a jamais servi en somme à être autre chose qu'un simple label électoral. Dommage pour une structure qui aspirait à sa création à rassembler toutes les forces politiques appelées à soutenir l'ascension de Marine Le Pen avec un égal respect à l'égard des ses composantes !

De son côté, la direction nationale du FN reproche pour l'essentiel au SIEL son indépendance d'action, sa capacité à accueillir dans ses rangs des déçus du FN et sa détermination à ne pas renoncer à certains thèmes qui sont chers à nos compatriotes mais devenus soudainement tabous au Carré : l'identité charnelle de la France, l'incompatibilité de l'islam avec la République, le Grand Remplacement, la remigration...

Trois semaines ont passé depuis la réunion de Nanterre, où en sommes-nous ?

Quelques jours après cette rencontre de clarification, j'ai adressé à **Nicolas Bay** un courrier – avec copie à **Louis Aliot** et **Gilbert Collard** qui furent également présents à cette réunion –, confirmant tout à la fois nos points de désaccord mais aussi la volonté du SIEL de relancer notre partenariat sur des bases politiques nouvelles. J'attends toujours la réponse de la direction nationale du FN.

Clairement, cela veut-il dire que le SIEL va quitter le Rassemblement Bleu Marine ?

Toutes les hypothèses sont effectivement sur la table. Je souhaite évidemment la poursuite du partenariat entre le SIEL et le FN dès lors que nos

difficultés politiques actuelles seraient contradictoirement aplanies et que le rôle du SIEL serait enfin sincèrement légitimé, comme le souhaitent du reste les militants et cadres du FN que je rencontre chaque jour. Un exemple concret, parmi d'autres, de cette bonne volonté symbolique attendue de la direction nationale du FN : un nombre significatif de candidats aux législatives de 2017 qui seraient investis dans les toutes prochaines semaines...

L'islam est « radicalement incompatible avec la République »

Sur le fond, quels sont vos désaccords ? La ligne économique attribuée à Florian Philippot ? L'affirmation qu'un islam « éclairé » serait compatible avec la République ? Plus profondément encore, l'absence de « politique de civilisation » ?

Je m'interdis de critiquer la ligne intérieure d'un parti politique auquel je n'appartiens pas. La ligne politique actuelle du FN qui insiste fortement sur un patriotisme républicain centré sur l'action d'un Etat omniprésent pourrait néanmoins être pondérée, au sein du RBM, par un patriotisme identitaire (que le SIEL incarne parfaitement) qui ferait la part belle aux forces vives de la nation, des talents individuels aux entreprises, en passant par la famille.

Par ailleurs, le SIEL défend un souverainisme qui est tout sauf hémiplégié : je ne conçois pas le rétablissement de nos instruments de souveraineté (notre monnaie, nos frontières, notre budget, nos lois, notre défense nationale) sans la préservation concomitante de notre identité. Je me fais inlassablement l'avocat de ce souverainisme intégral au sein du RBM, ce qui m'amène à défendre bec et ongles notre modèle de civilisation : dans cette perspective, je crois que l'islam actuel est un système politico-religieux totalitaire, difficilement réformable, qui est radicalement incompatible avec la République ; de la même façon, nous devons refonder profondément la laïcité en France en acclimatant dans notre pays la prééminence du fait chrétien pour « *réenchanter* » un modèle de société aujourd'hui à bout de souffle. Autre combat embrassé sans

réserve par le SIEL, sans guère de soutien de notre partenaire : la défense de notre socle anthropologique qui implique de préserver la dignité humaine, notre modèle familial traditionnel ou la liberté d'éduquer nos enfants...

Face aux défis considérables de ce temps, j'appelle au réarmement spirituel et moral de la France, ce qui impose en effet de forger une authentique politique de civilisation qui ne se réduirait pas au seul rapatriement à Paris de nos attributs de souveraineté aujourd'hui dispersés à Bruxelles, Francfort ou Washington.

Ce départ du RBM signifierait-il que vous ne soutiendriez pas la candidature de Marine Le Pen à l'élection présidentielle ?

Le SIEL est un parti qui aborde la politique avec le sens des responsabilités. Au regard de l'offre politique actuelle, Marine le Pen m'apparaît être la seule personnalité politique capable de répondre aux périls que la France affronte chaque jour. C'est pourquoi je réaffirme une fois de plus mon soutien à sa candidature à l'élection présidentielle, en rappelant toutefois qu'on ne peut aspirer à rassembler tous les Français en 2017 si l'on ne recherche pas sincèrement dès 2016 à unir tous les patriotes autour de soi.

« J'aspire à l'émancipation de cette "droite hors les murs" »

Vous avez développé des liens étroits avec les principales personnalités de ce qu'on appelle « la droite hors les murs » – on vous a même vu sur le plateau de TF1 lors du premier débat de la primaire parmi les invités de Jean-Frédéric Poisson –, sur quoi cela peut-il déboucher ?

Avec Robert Ménard et d'autres personnalités, je m'efforce de structurer ce vaste espace politique qui sépare LR et le FN dont le potentiel électoral me paraît inouï : du PCD de **Jean-Frédéric Poisson** au SIEL, en passant par le MPF de **Philippe de Villiers** ou le RPF de **Christian Vanneste**, il existe de nombreux points de communion idéologique qui doivent faciliter, malgré nos itinéraires politiques et électoraux dis-

tincts, ces rapprochements politiques auxquels aspirent de très nombreux Français.

Il est donc parfaitement naturel de multiplier ici ou là des signes de complicité politique, comme le fut ma présence sur le plateau de TF1 à l'invitation de Jean-Frédéric Poisson : mais cette présence ne vaut, pour le présent comme pour l'avenir, nul acquiescement officiel ni consigne à participer aux primaires de la droite et du centre.

A terme, j'aspire bien évidemment à l'émancipation politique de cette « *droite hors les murs* » pour en faire un acteur politique à part entière, capable de peser considérablement dans le débat des idées et lors des prochains scrutins électoraux.

Cette « droite hors les murs », dont le SIEL, pourrait donc présenter des candidats sous un label commun aux élections législatives ?

La possibilité pour le SIEL de présenter des candidats aux prochaines législatives, avec d'autres forces politiques issues de la « *droite hors les murs* », est en effet entièrement ouverte. Cette ambition n'est cependant pas d'actualité dans l'immédiat : dans le cadre du partenariat électoral qui lie le SIEL au FN, nous attendons sur ce point une réponse précise de sa direction nationale d'ici à la fin de cette semaine. Notre comité directeur samedi prochain 5 novembre et cette question y sera nécessairement tranchée.

« Le combat de civilisation est une urgence absolue »

Peut-on dire que vous essayez de bâtir la représentation politique du combat culturel et intellectuel mené par Zemmour, Villiers et Buisson ?

Eric Zemmour, **Philippe de Villiers**, **Patrick Buisson** mais aussi l'excellent **Renaud Camus** ont acclimaté dans le débat public cet objectif primordial : le combat de civilisation est une urgence si absolue qu'elle ne saurait céder le pas à aucune autre nécessité, qu'elle soit économique ou sociale.

Islamisation de la France, chaos migratoire, politique de peuplement

forcé, Grand Remplacement, identité culturelle, égalité hommes/femmes : les responsables politiques doivent se hisser à la hauteur de ce rendez-vous de l'histoire et y répondre en prenant leurs responsabilités.

J'entends pour ma part relever ce défi en œuvrant ardemment à l'expression politique de ce combat culturel.

Que représente aujourd'hui le SIEL ? Autrement dit, le SIEL, combien de divisions, huit mois après que le FN a décidé d'interdire la double appartenance au FN et au SIEL ?

L'interdiction de la double appartenance FN/SIEL, décidée en février dernier à Nanterre, fut perçue de prime abord comme une mauvaise manière pratiquée par la direction nationale du FN à l'égard du SIEL. En définitive, c'est aujourd'hui une bonne chose : compte tenu des lignes politiques fondamentalement différentes (mais largement complémentaires) de ces partis, le choix par chacun de l'une ou l'autre de ces deux formations politiques repose avant tout sur un choix de conviction. Ce qui est plutôt sain...

Avec deux mille adhérents, des délégations départementales en passe de couvrir quasiment tout le territoire français, un activisme politique, en France comme Europe, particulièrement remarqué, une volonté farouche de ne céder ni au système politico-médiatique, ni au politiquement correct, le SIEL démontre chaque jour sa capacité de peser dans le débat politique en faisant preuve de réactivité, de créativité et surtout d'une volonté sincère de rassemblement que nul ne saurait lui contester.

Fondé en 2012, le SIEL est un parti jeune qui ambitionne de se dévouer entièrement à la cause de la France, aux côtés du FN ou ailleurs. Personnellement, je me suis engagé en politique pour œuvrer fidèlement, non pour une personne, mais pour mon pays, en restant toujours fidèle à mes convictions profondes.

Je dois vous avouer enfin, pour terminer cet entretien, que ma capacité à avaler des couleuvres politiques a aujourd'hui largement atteint ses limites...

■
**Propos recueillis
par Antoine Vouillazère**

Le gâchis du Rassemblement Bleu Marine



« **L**es murs ont tremblé », nous confiait un haut responsable du Front national au sujet de la réunion du 15 octobre à Nanterre au cours de laquelle les deux délégations ont exposé leurs griefs. La formule est à peine exagérée tant, par moments, les échanges furent vifs.

La direction du Siel (**Karim Ouchikh** accompagné de **Frédéric Pichon**, vice-président, et d'**Alexandre Delpont**, également vice-président et secrétaire général), a tenté de faire valoir qu'il ne servait à rien au FN de se dire en quête de partenaires si ceux-ci ne pouvaient pas exprimer leur propre sensibilité sans se faire rappeler à l'ordre. En vain. La délégation commune du FN et du RBM – comme pour mieux symboliser la tutelle de l'un sur l'autre ? –, composée de **Nicolas Bay**, **Louis Aliot** et **Gilbert Collard**, n'a eu de cesse – tout particulièrement par la voix du secrétaire général du FN – de les accuser de « *brouiller le message* » et même de faire preuve d'« *indiscipline* » ! La « *discipline de parti* » s'appliquerait donc à ceux qui appartiennent à un autre parti ?

En septembre dernier, les observateurs les plus avisés avaient noté que Karim Ouchikh ne s'était pas rendu aux Estivales de Marine Le Pen, à Fréjus. C'est tout simplement... qu'il n'avait pas été invité ! « *Simple* » omission ? Sans doute. Mais faute lourde, de la part de la puissance organisatrice, qui devrait savoir qu'il faut toujours choyer ses alliés, sauf à vouloir se les mettre à dos à force de les blesser. En juin dernier, lorsque le CNIP, qui est certes « *le plus vieux parti de la droite française* » mais dispose de nettement moins d'adhérents (et est infiniment moins actif) que le Siel a tenu son conseil national, **Nicolas Sarkozy** y est venu, ainsi que **Jean-François Copé**, et **Alain Juppé** comme **Bruno Le Maire** s'étaient excusés de ne pouvoir y intervenir.

Si, samedi, le Siel décide de sortir du Rassemblement Bleu Marine, le RBM aura vécu. Le Rassemblement Bleu Marine, « *structure d'accueil pour tous les patriotes amoureux de la France* », ne réunira plus que le Front national et les collectifs thématiques qui sont tous dans l'orbite de **Florian Philippot** – à l'exception du collectif Audace dont le président, **Pierre Grandjean**, vient d'être débarqué par **Marine Le Pen** pour cause de positions économiques trop libérales. Les seules autres composantes sont Patrie et Citoyenneté, la microscopique formation du chevènementiste **Bertrand Dutheil de La Rochère**, et l'association Mon Pays la France, de **Jacques Clostermann**, dont on ne jurerait d'ailleurs pas qu'il va y rester.

Le plus extravagant, dans ce départ probable du Siel du Rassemblement Bleu Marine, est qu'en 2014, quand il avait délogé **Paul-Marie Coûteaux** de la présidence du parti au terme d'une bataille plus croquignolesque qu'homérique, Karim Ouchikh l'avait fait avec le soutien, et même à la demande, de Marine Le Pen !

Les plus importants dirigeants du Front national, de Louis Aliot à Florian Philippot, s'étaient mobilisés pour assurer son succès. Dès lors, le Siel s'était positionné à équidistance de LR et du FN, se révélant comme le seul parti capable de parler aussi bien à la droite nationale qu'à une partie de la droite parlementaire et, bien sûr, tissant des liens que l'on peut espérer durables avec la « *droite hors les murs* ».

Sur le site du RBM, sur la page de présentation du Rassemblement Bleu Marine créé au printemps 2012, on lisait encore ceci au dernier jour d'octobre 2016 : « *Dès que les ultimes formalités seront accomplies, un compte bancaire sera ouvert.* » Ce ne sera plus la peine.

■
A. V.